



LA GAUCHE PERSISTE DANS L'IMPASSE : HAUSSE DES PRÉLÈVEMENTS, ABSENCE DE RÉFORMES, RENONCEMENT À ÉQUILIBRER NOS COMPTES

Le 17 avril 2013, le gouvernement a rendu public le programme de stabilité qu'il va transmettre à la Commission européenne : il se résume à une nouvelle augmentation des prélèvements obligatoires, à un renoncement à revenir à l'équilibre de nos comptes publics et à une incapacité à réduire la dépense. Plus que jamais la politique économique de François Hollande mène la France au bord de l'abîme.

1°) Manifestement le gouvernement n'a tiré aucune leçon de ses 11 mois d'échecs économiques: depuis 11 mois le chômage explose dans des proportions inédites (1000 demandeurs d'emploi en plus chaque jour !), et le pouvoir d'achat a reculé pour la première fois depuis 1984... Tout cela à cause des hausses massives d'impôts qui étouffent les ménages et les entreprises.

Et pourtant le gouvernement persiste sur la même ligne : après plus de 30 milliards de prélèvements votés en moins d'un an, le programme de stabilité prévoit à nouveau 10 milliards de taxes supplémentaires pour 2014.

Le taux de prélèvements obligatoires va ainsi grimper à 46,5% du PIB, quasiment la moitié de la richesse nationale ponctionnée par l'Etat. Les familles, les retraités, les entreprises sont ciblées... Aux mêmes causes, les mêmes effets : la récession et le chômage sont au bout de cette préférence irrationnelle pour l'impôt !

2°) Ce n'est d'ailleurs pas l'UMP qui le dit mais bien le FMI et le Haut Conseil des finances publiques, présidé par le socialiste Didier Migaud, qui affirment que la France sera en récession en 2013. Et le chômage ne peut reculer sans croissance.

Le Haut Conseil note que « les perspectives d'une nouvelle hausse de prélèvements obligatoires, prévue en 2014 par le programme de stabilité, pourraient inciter les ménages à accroître leur épargne ». En clair, ces hausses de prélèvements vont casser la consommation, et donc ce qu'il reste de croissance...

Si le gouvernement augmente ainsi les impôts, c'est qu'il n'a pas suffisamment de courage ni pour couper dans les dépenses, qu'il prévoit même d'augmenter chaque année en volume jusqu'en 2017, ni pour mener à bien des réformes structurelles. A cet égard, le Haut Conseil des finances publiques juge par exemple que l'impact du Crédit compétitivité impôt, censé être l'arme fatale du gouvernement contre la crise, est incertain et « *peu documenté* »... Incapacité à baisser les dépenses, compensée par un matraquage fiscal mortifère : voici toute l'impasse économique dans laquelle s'enferme le gouvernement.